



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHÉ DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE à EXECUTION

par MARCHES SUBSEQUENTS n° 2020_8400_025

Travaux d'infrastructures en Forêts Domaniales

Agence Nord-Franche-Comté (NFC)

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux relatifs à la création ou entretien de dessertes forestières, d'ouvrages hydrauliques simples dans les forêts Domaniales de l'agence de Nord-Franche-Comté (NFC).

Lot n° 1 : Des créations, entretiens ou réfection par tronçons de dessertes empierrées

Lot n° 2 : Des créations, entretiens ou réfection par tronçons de dessertes revêtues

Lot n° 3 : Des entretiens ou créations d'ouvrages hydrauliques simples liés à la continuité écologique.

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

Office National des Forêts
Direction territoriale de Bourgogne Franche-Comté
Agence de Nord-Franche-Comté (NFC)
ONF 3 rue Parmentier – 70200 LURE

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Monsieur KOWALSKI Frederic, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts de Bourgogne Franche-Comté.

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	Marchés Online : 28/12/2020 Site internet : www.marches-publics.gouv.fr
Date et heure limite de remises des offres :	Le 05 février 2021 à 12h00

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

Office National des Forêts (ONF) - Direction territoriale de Bourgogne Franche-Comté
Agence de Nord-Franche-Comté (NFC)
ONF 3 rue Parmentier – 70200 LURE

Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification **SIRET 662 043 116 0330 1** dont le siège est à BESANCON.

1.2. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Olivier PETITLAURENT, Responsable Achats
14 rue Plançon CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Téléphone : 06 22 11 38 85
Courriel : olivier.petitlaurent@onf.fr

1.3 Personne auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Monsieur Patrick BONNEFOND
Chef de Projet Infrastructures – SAT ONF VESOUL
ONF – 3 Gde Rue 70100 GRAY
Téléphone : 06 22 54 65 63 – Email : patrick.bonnefond@onf.fr

1.4 Personne auprès duquel des renseignements d'ordre juridique ou administratif est ;

Monsieur Olivier PETITLAURENT
14 rue Plançon CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Téléphone 06 22 11 38 85
Courriel : olivier.petitlaurent@onf.fr

1.5 Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

Mme. Sabine BOULANGER
14 rue Plançon – BP 51581
25 010 BESANCON CEDEX 3
Téléphone : 06 68 03 16 37
Courriel : sabine.boulanger@onf.fr

2 CADRE DU MARCHE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux relatifs à la création ou l'entretien de dessertes forestières, d'ouvrages hydrauliques simples dans les forêts Domaniales de l'agence NFC qui sont :

- 1) **Forêt Domaniale du Ballon d'Alsace** (située sur le territoire communal de LEPUIX, à l'est de la vallée de La Savoureuse, au nord de Malvaux et à l'ouest de la vallée de Trémontkof)
- 2) **Forêt Domaniale du Chérumont** (située sur le territoire communal de Clairegoutte et Magny-Danigon, au nord-est de Clairegoutte, à l'est de Frédéric-Fontaine et au sud de Ronchamp)
- 3) **Forêt Domaniale de Saint Antoine** (située sur les territoires de Plancher les Mines, Miellin, Haut-du-Them-Château-Lambert, au nord de la vallée de Plancher les Mines, à l'est de la vallée de Miellin, au sud-est de la vallée du Haut-du-Them et à l'ouest du Ballon de Servance)

4) **Forêt Domaniale de Belfort**

Partie Parcelles 1 à 21 : sur le territoire de Bessoncourt et Phaffans située à l'est de Bessoncourt/Phaffans et au sud de Lacollonge.

Partie : Parcelles 22 à 30 : sur le territoire de Trévenans, à l'est du village de Trévenans.

5) **Forêt du Ministère des Armées**

Partie Parcelles 1 à 48 et 91 : au sud de Eloie, à l'est de Valdoie au nord d'offerfont et Vétrigne, et parcelle 91 à l'est de Belfort entre Danjoutin et Pérouse.

Partie : Parcelles 22 à 30 : dans le polygone délimité par Sevenans, Moval, Trévenans, Brevilliers, Banvillars et Bermont

Les chantiers concernent :

Lot n° 1 : Des créations, entretiens ou réfection par tronçons de dessertes empierrées

Lot n° 2 : Des créations, entretiens ou réfection par tronçons de dessertes revêtues

Lot n° 3 : Des entretiens ou créations d'ouvrages hydrauliques simples liés à la continuité écologique.

La description des spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des travaux. Ce cahier n'est pas joint à la consultation, il est réputé connu et accepté par les soumissionnaires ; il est disponible sur internet via le lien :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

2.2. Procédure

Il s'agit d'un MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV ; en caractères gras les codes génériques, suivis en caractères simples des codes CPV des travaux les plus courants) est la suivante :

45233140-2	Travaux routiers
45233141-9	Travaux d'entretiens routiers
45240000	Travaux de construction d'ouvrages hydrauliques
45112500-0	Travaux de terrassement
45233142-6	Travaux de réparation de routes nid de poules, rives, flaches et bicouche de maintien
45233320-8	Fourniture et mise en œuvre de Primaire de carrière ou GNT
45232451-8	Assainissement : Fossés / Fourniture et mise en place d'aqueduc(s) Ø divers
45233220-7	Fourniture et mise en œuvre d'enduits de surface bi et monocouche / enrobes
45233290-8	Signalétique : fourniture et mise en place de panneaux, de barrières

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution par marchés subséquents en application du code de la commande publique.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de trois lots, chacun donnant lieu à un marché, décrit ci-dessous :

Lots	Prestations Principales	Prestations complémentaires	Lieux d'exécution	Responsables travaux
1	Route empierrée	aucune	Agence de Nord-Franche-Comté (NFC) (dépt Haute-Saône pour partie, dépt du Doubs pour partie, Territoire de Belfort)	P BONNEFOND
2	Route revêtue	aucune		
3	ouvrages hydrauliques simples liés à la continuité écologique.	Aucune		

3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à plusieurs soumissionnaires selon la répartition des fourchettes suivantes :

N° du lot	Nombre d'attributaires retenus
Lot 1	De 3 à 8
Lot 2	De 3 à 8
Lot 3	De 3 à 6

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Un même candidat pourra être attributaire d'un, de deux ou de l'ensemble des lots de l'accord cadre.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à un lot si le nombre de candidats retenus est inférieur ou égal à 2.

Le choix du nombre d'attributaire retenu pour chacun des lots se fera en fonction du nombre de candidatures recevables suite à l'ouverture et l'analyse des plis.

3.1.3. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les attributaires de l'accord-cadre seront systématiquement remis en concurrence sous forme de marchés subséquents. Ces marchés, donneront lieu pour leur exécution, à l'émission d'un ou plusieurs bons de commande.

3.1.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre :

- la moins disante (lorsque le seul critère d'attribution est le prix),
- la mieux disante (lorsque plusieurs critères d'attribution seront prévus)

3.2. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 4 (quatre) mois avant la fin de l'année en cours. Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Clause pandémie : En cas de crise sanitaire, pandémie, l'exécution de la prestation est susceptible d'être reportée ou le contrat d'être résilié. Il est possible d'un commun accord entre les cocontractants d'un report de la prestation à une date ultérieure, d'une annulation de la commande sans résiliation du marché si celui-ci porte sur plusieurs prestations dont une partie seulement devait être annulée, d'une résiliation du marché si celui-ci porte sur une prestation unique.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et les variantes ne sont pas autorisées dans l'accord cadre initial. Pour les marchés subséquents, des PSE et variantes seront possibles (indication au sein des documents du marché subséquent).

3.5. Visite des lieux

La visite des lieux sera précisée sur chaque marché subséquent, notamment si elle est facultative ou obligatoire – dans ce cas, une attestation de visite sera délivrée sur place à l'issue de la visite, ou à fournir par le candidat avec photos attestant de la visite.

4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.
Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.2. Nature des contractants

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont en effet autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation de l'accord-cadre. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Les titulaires pourront sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE à compléter)
- Le Bordereau des Prix unitaires Plafonds (BPP)
- Les Clauses Administratives particulières (CCAP)
- Les Clauses Techniques particulières (CCTP)
- L'attestation sur l'honneur (à compléter, voir dernière page du présent document)
- La fiche de renseignement type (à compléter)
- Lettre de candidature désignation du mandataire par ses cotraitants (DC1)
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)
- Déclaration de sous-traitance (DC4)
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur internet : [Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers \(CNPTSF\) \(onf.fr\)](http://Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) (onf.fr))
- Le CCAG n'est pas joint au dossier, il est réputé connu et accepté par les soumissionnaires, il est disponible sur internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1. Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.2. Date limite de réception des plis

La date limite de remise des offres est fixée au :

05 février 2021 à 12 h 00 (heure de Paris, France)

6.3. Contenu du pli

6.3.1 La candidature

Chaque candidat y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises et les sous-traitants déclarés au moment de l'offre aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par la personne habilitée à engager l'opérateur économique :

Le dossier de présentation de chaque candidature doit obligatoirement comprendre les pièces suivantes (les formulaires types non fournis dans le dossier de consultation sont téléchargeables sur le site Internet du ministère de l'Economie, des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1. ☐ **Soit la lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;

☐ **Soit une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée par une personne habilitée à l'engager attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique ;
2. ☐ **La déclaration de candidature (DC2)** Sera annexée à cette déclaration le document suivant :
 1. la copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.
3. ☐ **le cas échéant, le DC4 ou acte spécial** relatif à la présentation d'un sous-traitant.

Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents demandés aux points 2 à 4. En effet, l'examen des candidatures portera sur les éléments fournis par tous les membres du groupement.

Conformément aux articles R.2142-3 et R.2143-12 du code de la commande publique, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants pour justifier de ses propres capacités. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou de ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution des marchés subséquents à l'accord-cadre.

Pour ce faire, le candidat doit présenter chaque sous-traitant dont il souhaite que les capacités soient prises en compte et indiquer la nature des prestations qu'il envisage de lui confier. Il doit également remettre, pour chacun des sous-traitants, un dossier de présentation comprenant :

1. les mêmes documents que ceux exigés des candidats aux points 2 à 4 ;
2. une lettre signée par chaque sous-traitant par laquelle celui-ci s'engage à mettre à la disposition du candidat, si ce dernier est attributaire, ses moyens pour l'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché subséquent devra produire en outre, avant attribution du marché subséquent, les documents précisés à l'article intitulé « Pièces à remettre par le candidat attributaire d'un marché subséquent » du présent règlement de la consultation.

Compte tenu de la nature des travaux, la sous-traitance n'est pas souhaitée, sauf pour ce qui concerne des travaux très spécialisés, sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats justifiant que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du Commerce ou au registre des Métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La présentation d'un sous-traitant est possible tout au long du marché.

6.3.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. ☐ **L'acte d'engagement** incluant en son annexe le bordereau des prix plafonds dûment complété, daté et signé par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.
2. ☐ **Un mémoire technique**

Chacun des documents de l'accord-cadre énumérés ci-dessus doit être impérativement signé et daté par une personne habilitée à engager le candidat.

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises (notamment lettre de candidature dûment remplie et présentée dans la candidature).

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à l'ONF (formulaire DC4), soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer l'ONF. Conformément à l'article 5 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, relative à la sous-traitance, le candidat doit alors indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont fortement invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative afin d'assurer la transmission effective des correspondances.

Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.

7. EXAMEN DES PLIS

7.1. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procèdera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature.

Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats :

1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
- le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
- le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;

2. qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles

L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

7.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-1 alinéa 2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

- **Prix Plafond** **20 %**

- **Valeur technique de l'offre,** **80%**

Un mémoire est demandé lot par lot, **doit aboutir à l'essentiel et doit se concentrer uniquement sur la demande**, Les candidats devront établir leur mémoire technique en respectant strictement l'organisation des cadres mémoire-technique (respect de l'ordre et du titrage des chapitres et articles ainsi que la fourchette de pages/tires indiquée dans le cadre mémoire technique du lot).

Le mémoire technique doit être précis et concis, il ne dépassera pas 45 pages + 20 pages de documents en annexe.

Tout mémoire technique trop volumineux sera écarté et l'offre rejetée.

La valeur technique est appréciée au regard du mémoire technique à renseigner selon les sous-critères indiqués ci-dessous :

Critères	Points
1. Moyens humains (détail dans le mémoire technique établi selon le document « cadre mémoire technique appropriés aux lots 1, 2 ou 3 ») Le candidat présentera l'entreprise et sa réactivité, les moyens humains mobilisés pour la réalisation des travaux	30
2. Techniques : méthodes, matériaux (détail dans le mémoire technique établi selon le document « cadre mémoire technique appropriés aux lots 1, 2 ou 3 »)	70
2.1 Méthodes Le candidat fournira une note précisant la methodologie mise en place par l'entrepreneur pour exécuter les opérations de recherche réseau et des travaux. Le candidat décrira avec précision la méthodologie des actions environnementales nécessaires pour réaliser les chantiers en forêt Présentation des mesures liées à la sécurité des chantiers , Prévention et sécurité liés à une pandémie Le mesures spécifiques d'hygiène et sécurité ou en cas de pandémie	40
2.2 Qualité des matériaux et autres fournitures –Référence chantiers Le candidat décrira avec précision les provenances des matériaux et fournitures employés avec leurs caractéristiques techniques. Les FTP seront jointes en annexe. Présentation d'une liste de chantiers de références <u>concernant la prestation demandée</u> , sur les 4 dernières années	30

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

Formules de notation :

- Formule de notation de la valeur technique :

La notation des sous-critères « valeur technique » se fera de la façon suivante :

- 0 : pas de réponse au besoin formulé ou hors sujet
- 2 points : proposition technique insatisfaisante, non adapté au besoin formulé : offre de très faible qualité, ou très incomplète.
- 4 points : proposition technique de faible qualité, offre standard ne collant pas aux préconisations formulées.
- 6 points : proposition technique de moyenne qualité, incomplète, imprécise nécessitant des ajustements mais témoignant de la compréhension des enjeux et du besoin.
- 8 points : bonne proposition technique répondant de façon satisfaisante aux besoins.
- 10 points : très bonne proposition technique, optimisée et répondant de façon très satisfaisante aux besoins.
- La notation se fera par nombre entier puis par application du % de pondération du critère mémoire technique

• Formule de notation du critère prix plafond :

$$[(1 - (\text{offre considérée} - \text{offre la moins disante}) / (\text{moyenne des offres})) * (\% \text{ de pondération du critère prix})]$$

7.3. Négociations

L'ONF se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation dans les marchés subséquents. Dans ce cas, la négociation se fera avec au maximum les trois candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales. L'attention des candidats est attirée sur le fait que cette phase de négociation n'étant pas certaine (elle dépend essentiellement de la qualité des offres reçues) il est important que ces derniers fournissent leur meilleure offre de prix et technique dès la remise de leur offre initiale à l'accord cadre et au marché subséquent.

7.4. Attribution de l'accord-cadre

Le marché sera attribué à chaque candidat (point 3.1.2) dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Toutefois, si le candidat retenu à un des marchés subséquents ne peut produire dans le délai fixé par le courrier, les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique), son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

9. PIÈCES À REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT

9.1. Au titre des pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du travail

Le candidat attributaire d'un marché subséquent devra remettre les pièces suivantes :

1. Dans tous les cas :

- a) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique ;
- b) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou au b) du présent article.

2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou tableau d'un ordre professionnel, ou référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

3. Lorsque le candidat emploie des salariés :

Une attestation sur l'honneur établie par ce contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Ces pièces mises à jour seront exigées tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

9.2. Au titre des attestations et certificats sociaux et fiscaux

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation.

Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

- les certificats fiscaux : la liasse 3666 (en trois ou quatre volets selon la situation du candidat) délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées (certificat URSSAF attestant la déclaration et le versement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales,...).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les candidats établis dans un État membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Ces certificats devront être fournis par le candidat, dans un délai de 10 jours, compté à partir de la réception de la demande de l'ONF (par télécopie ou lettre recommandée avec AR).

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'ONF sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou de ses sous-traitants.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux dans le délai fixé par l'ONF, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres établi par le pouvoir adjudicateur.

10. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

11. DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné,	
Représentant la société	
Adresse	
N° SIRET	
En qualité de	

Déclare sur l'honneur :

N'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique.

Être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à

Le

Signature
et cachet commercial